En Afghanistan, la crise humanitaire risque de déboucher sur une famine catastrophique

mercredi 22 septembre 2021, par MICHELETTI Pierre (Date de rédaction antérieure : 21 septembre 2021).

Plus de 14 millions d'Afghans sont menacés de famine à court terme selon le Programme alimentaire mondial.

Sommaire

- Les différents mécanismes qui
- Insécurité alimentaire, (...)
- Les facteurs qui influencent
- Les obstacles potentiels (...)
- Et demain ?

Les statistiques internationales le démontrent avec constance : il existe une étroite corrélation entre la grande pauvreté et la survenue de crises humanitaires.

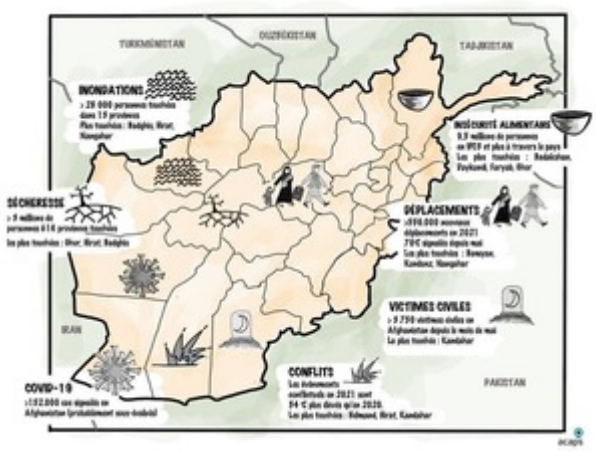
L'Afghanistan n'échappe pas à cette logique, ce qui a récemment conduit le Programme des Nations unies pour le Développement (PNUD) à interpeller la communauté internationale sur un risque majeur : en cas de suspension des aides financières internationales, la proportion d'Afghans vivant sous le seuil national de pauvreté atteindrait 97 % de la population. Un record. Avant le 15 août 2021, ce taux était estimé par la Banque mondiale à 72 %. Il était à 60 % en 2020.

Le 13 septembre dernier s'est tenue une réunion internationale sous l'égide des Nations unies. Le secrétaire général, Antonio Guterres, a pris à cette occasion une position ferme pour obtenir rapidement les fonds d'urgence estimés nécessaires, exxigeant par ailleurs que les organisations humanitaires puissent travailler sans entraves et sans danger. Cet appel aura permis d'obtenir plus de 1 milliard de dollars de promesse de dons.

Plus gênant pour les acteurs de l'aide internationale a été son propos supplémentaire évoquant des clauses de conditionnalité de la délivrance des fonds. Le soutien des organisations humanitaires à la population afghane apparaît alors de sa part comme subordonné à des conditions auxquelles les nouvelles autorités du pays devront se conformer pour que l'aide soit effective. Cette déclaration entretient clairement la prééminence d'une aide délivrée sous conditions, dont les organisations humanitaires seraient *ipso facto* les relais.

Les différents mécanismes qui construisent la crise humanitaire

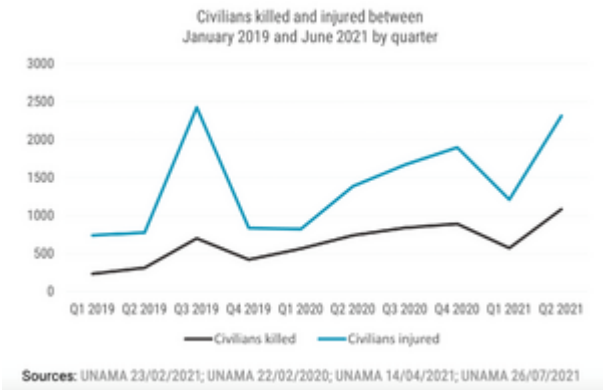
L'Afghanistan cumule différents mécanismes qui, ensemble, conduisent à la rupture d'un équilibre préalable précaire et entraînent la bascule d'une large partie de la population la plus fragile dans une dégradation qui relève d'interventions d'urgence, de l'ordre de la survie :



Les mécanismes qui construisent la crise humanitaire afghane. Sandy Walton-Ellery/Elvire Colin-Madan(trad.FR)/ACAPS

Une conflictualité incessante perdure depuis quarante ans, réactivée par les offensives qui ont conduit à la chute du gouvernement présidé par Ashraf Ghani.

Les données chiffrées ci-dessous traduisent l'augmentation progressive des blessés et des morts civils depuis 2019, avec une saisonnalité connue dans le pays : la violence, contenue par la paralysie hivernale des déplacements de combattants, augmente au printemps pour atteindre chaque année un pic durant l'été.



Le nombre de blessés et de morts parmi les civils augmente progressivement depuis 2019. UNAMA

Par ailleurs, il faut tenir compte des effets de dégradations environnementales qui mêlent, selon les provinces, inondations et sécheresses durables, la crise du Covid-19 étant venue dégrader

davantage encore le sombre tableau par ses effets sanitaires et économiques. L'Afghanistan ne déroge pas à la logique qui a conduit les pays les plus pauvres à subir les effets les plus dévastateurs de la pandémie.

La conjonction des deux mécanismes précédents se traduit par des mouvements de populations. Ces déterminants constitutifs de la crise humanitaire sont à l'œuvre depuis maintenant plus de quatre décennies, faisant, dès 2020, de l'Afghanistan l'un des six pays du monde comptant plus de 10 millions de personnes en besoin d'assistance.

L'Afghanistan est, avec la RDC, le pays où la progression du nombre de personnes en besoin d'une aide vitale a le plus progressé en 2020, avec 2,7 millions d'individus supplémentaires. Il était déjà, avant l'accélération des migrations en cours depuis début 2021, le sixième pays au monde pour le nombre de déplacés forcés (3,6 millions). Ce sont très majoritairement aujourd'hui des déplacés internes.

Déplacements de population dus à la guerre à l'intérieur du pays

Nombre de déplacés internes en Afghanistan de 1993 à 2020

https://www.datawrapper.de/_/WydQ5/

Chart : Benoît Tonson et Youenn Madec Source : UNHCR [1] Created with Datawrapper

---

Le schéma ci-dessus montre la variation des flux de déplacés forcés depuis la chute du régime communiste de Najibullah en 1994. Le pic de 2001 correspond à l'entrée de la coalition et aux combats pour faire chuter le régime taliban arrivé au pouvoir en 1996. Le pic de 2015 correspond à une reprise des offensives des combattants talibans, par suite du retrait officiel des troupes de la coalition internationale en décembre 2014.

Insécurité alimentaire, maladies, toxicomanie… les mutiples maux qui affligent les Afghans

Violence, déplacements forcés, pénurie alimentaire et mauvaise qualité de l'eau concourent à dresser un tableau tristement usuel de l'épidémiologie de la pauvreté. S'y ajoute une réalité spécifique à l'Afghanistan, lourde de conséquences sanitaires et économiques : le poids des toxicomanies, au premier rang desquelles l'usage de l'opium.

Un tiers des Afghans étaient en insécurité alimentaire avant la chute de Kaboul. Un million d'enfants souffrent de malnutrition aiguë sévère mettant en jeu leur pronostic vital. Début 2021, 17 millions d'habitants relevaient d'un besoin d'assistance alimentaire, soit le double de l'année précédente. La moitié des enfants de moins de 5 ans, des femmes enceintes ou allaitantes sont identifiés comme exposés à une sous-nutrition aiguë en 2021.

Leur relocalisation dans des camps de fortune ou dans les périphéries déshéritées des villes renforcent les vulnérabilités : manque de nourriture, exposition au froid, manque d'eau potable et de latrines, manque d'ustensiles comme de combustible pour la cuisine. Se rajoutent les infections respiratoires aiguës, les diarrhées, les dermatoses liées au défaut d'hygiène, et les pathologies de l'accouchement et plus globalement de la sphère gynécologique chez les femmes. Il émerge encore, par la promiscuité et le regroupement, le risque important d'épidémies multiples : rougeole (souvent mortelle chez des enfants dénutris), méningites…

Coût humain de la guerre en Afghanistan

Estimations entre octobre 2001 et août 2021

https://www.datawrapper.de/_/MC1UW/

Graphique : Youenn Madec Source : Watson Institute for International and Public Affairs [2] Créé avec Datawrapper

---

Deux indicateurs épidémiologiques sont usuellement considérés en santé internationale comme rendant compte du niveau global de développement et d'accès à la santé d'un pays : le taux de mortalité des enfants de moins de 5 ans (TMM5 de l'UNICEF) et le taux de mortalité maternelle (TMM).

Sur ces deux indicateurs, l'Afghanistan, avant même la dégradation politique et sociale de l'année 2021, faisait déjà partie des pays les plus pénalisés au monde.

Le tableau ci-dessous fournit quelques éléments de comparaison internationale. Il convient toutefois de traiter ces chiffres avec la prudence que requiert l'usage des données. Il existe en effet une grande asymétrie dans la qualité et la fiabilité des systèmes de collecte d'information selon le niveau socio-économique de chaque pays.

Taux de mortalité infantile, moins de 5 ans (pour 1 000)

https://www.datawrapper.de/_/NVTR7/

Source : Banque Mondiale [3] Récupérer les données Créé avec Datawrapper

---

Dans les deux cas, les comparaisons avec les pays voisins sont éloquentes.

Au-delà de toutes les difficultés décrites, il convient cependant de souligner que l'Afghanistan a connu une évolution globale dont rend compte la progression de l'espérance de vie dans le pays : elle était de 55 ans en 2000, quand les talibans ont quitté le pouvoir. Elle est de 65 ans aujourd'hui.

La consommation problématique de drogues est l'un des problèmes de santé les plus critiques auxquels sont confrontés les hommes, les femmes et les enfants en Afghanistan. De 2005 à 2015, trois enquêtes sur la consommation de drogues ont été menées dans le pays. En 2005, la toute première enquête sur la consommation de drogue estimait que 3,8 % de tous les groupes d'âge consommaient des drogues, les plus couramment utilisées étant le haschich, l'opium, l'héroïne et les produits pharmaceutiques.

En 2009, une enquête de suivi a montré que 8 % de la population âgée de 15 à 64 ans consommait des drogues et qu'il y avait eu une augmentation de 53 % du nombre d'usagers réguliers d'opium et de 140 % du nombre d'usagers d'héroïne depuis 2005.

Cette enquête a également montré que 50 % des parents consommateurs d'opium donnaient de l'opium à leurs enfants pour faciliter le sevrage, et pour contrôler le comportement et/ou la faim. En 2015, l'enquête nationale a révélé que le taux national de consommation de drogues chez les adultes était de 12,8 %, soit plus du double du taux mondial (qui était alors de 5,2 %).

Les facteurs qui influencent le contexte humanitaire

Après que les talibans ont été chassés du pouvoir en 2001, le pays a subi de profondes mutations.

Trois d'entre elles, importantes et intriquées, ont des effets qui renforcent la crise humanitaire que connaît la population. Elles constituent également des considérations sensibles pour le nouveau pouvoir dans sa capacité, au-delà de l'expression de la force, à convaincre la population de sa capacité à améliorer son existence.

1. La progression démographique et l'urbanisation

Depuis 1996, la population est passée de 18 à 38 millions d'habitants. C'est l'un des taux de croissance démographique les plus importants au monde (6 % annuel). La première conquête de Kaboul se déroula dans une ville meurtrie par les bombardements, qui ne comptait alors plus que 300 000 habitants. Elle en abrite plus de 4 millions aujourd'hui.

Les Pachtounes, dont les aires d'implantation dans les provinces ont constitué le berceau de l'émergence du mouvement taliban, composent aujourd'hui seulement 25 % de la population de la capitale.

Depuis l'entrée des Soviétiques en 1979, le taux d'urbanisation a quasiment doublé, passant de 15 % à près de 30 % de la population totale du pays.

Cette réalité démographique est en lien avec les peurs qu'entraîne, en particulier chez les citadins, la prise de pouvoir politique par les étudiants en religion. Ce poids des villes recèle pourtant, à terme, de sérieux ferments de résistance face au projet de société des talibans.

A l'inverse, la carte ci-dessous traduit l'asymétrie qui prévalait déjà, en 2017, concernant les taux de pauvreté selon les régions. C'est sur cette réalité économique et sociale que n'a cessé de prospérer le mouvement taliban, jusqu'à sa récente prise de pouvoir.

Taux de pauvreté en Afghanistan

Carte non reproduite ici.

---

2. La place de la culture du pavot « somnifère » dans l'économie du pays

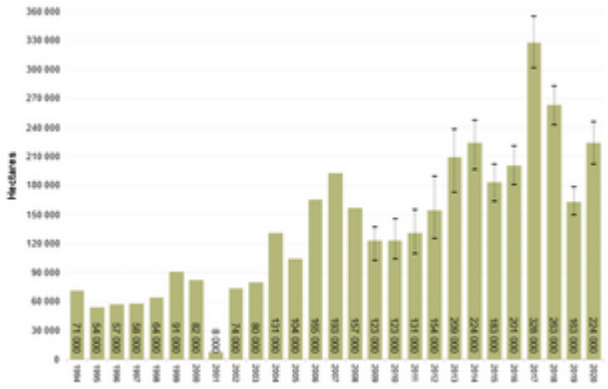
En Afghanistan, le pavot est une ressource majeure de l'économie rurale. Le pays est de loin le premier producteur mondial d'opium, sa contribution est estimée à 84 % de la production mondiale. Cette situation résulte de trois mécanismes intriqués.

Alors qu'à partir du début du XIXe siècle les autres pays producteurs de la région (Iran, Pakistan, Turquie) ont légiféré pour interdire la production, cela n'a pas été le cas en Afghanistan où l'État a été incapable de maîtriser la progression de la production.

La période communiste et l'occupation soviétique ont créé une première augmentation notable des surfaces de culture du pavot : de 1980 à 1989, la production d'opium a été multipliée par cinq. Les recettes réalisées ayant largement contribué à payer l'achat d'armes des moudjahidines (la production était contrôlée par les seigneurs de la guerre qui utilisaient l'argent à diverses fins dont l'achat d'armes ; tous ne soutenaient toutefois pas la rébellion au gré de leurs intérêts et alliances). Enfin, depuis l'entrée de la coalition en 2001, la dégradation de l'agriculture vivrière et la détérioration de la vie économique a poussé les agriculteurs vers la culture du pavot.

En 2020, le pays comptait 224 000 hectares de pavot (surtout situés dans les provinces Sud), soit une hausse de 37 % par rapport à 2019. Le même rapport apporte des informations complémentaires : 6 300 tonnes d'opium produit et un revenu cumulé évalué à 2 milliards de dollars pour tous les maillons de la chaîne (agriculteurs, exploitants, négociants, etc.).

L'année 2020 constitue l'un des quatre plus forts pics de surfaces cultivées de l'histoire du pays. Cette production représenterait aujourd'hui entre 6 et 11 % du PIB de l'Afghanistan.



Évolution de la surface de cultivation de pavot somnifère en Afghanistan de 1994 à 2019. UNODC, Afghanistan Opium Survey 2020

---

3. Un enchaînement fatal qui dégrade l’économie rurale

Conflits armés, déplacements forcés, fragilités et dégradations environnementales, détérioration de l’agriculture vivrière, augmentation de la culture du pavot : ces différents facteurs convergent et se cumulent pour provoquer une insécurité alimentaire majeure.

L’Afghanistan est un pays de hautes montagnes où les sols sont arides tandis que les plaines et l’eau sont rares. Sur une superficie totale de 65 millions d’hectares (650 000 km^2), on estime que seuls 8 millions sont arables, soit 12 % du pays.

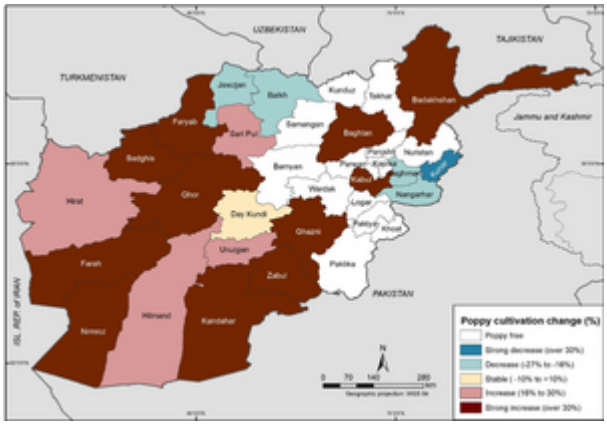
Les systèmes d’irrigation ont été largement détruits lors des bombardements pendant l’occupation soviétique (1979-1989) et subi des dégradations volontaires commises par différents belligérants au gré de la lutte armée. Ils n’ont pas toujours été reconstruits sur fond d’exode rural et de réorientation de la production agricole vers la culture du pavot, moins consommatrice en eau. Le pays ne peut toujours pas tirer profit des ressources hydriques gelées en neiges éternelles qui se trouvent dans l’Hindou Kouch. Parce qu’elle est apparue comme une solution à la précarisation des conditions d’existence dans le monde rural, la culture du pavot n’a cessé de prospérer.

La destruction des zones rurales et des chaînes de production agricole est une constante des dernières décennies, accélérée par le Covid-19.

En 1989, le gouvernement, au bord de la faillite, n’a que peu de ressources à allouer à l’agriculture, et les subventions accordées pour la culture du blé sont souvent mal coordonnées et finalement inefficaces. En 2001, la reprise des combats et des bombardements aériens achève de détruire les infrastructures et les terres agricoles afghanes.

De plus, une partie des terres agricoles sont rendues inutilisables par la dissémination de mines. L’acheminement et la vente de ces produits sont également désorganisés. Les infrastructures de transports, comme les routes, qui permettaient de relier les producteurs aux consommateurs, ont été gravement endommagées. La guerre, à ses différents stades, a ainsi empêché le développement économique du pays, avec l’absence notable de crédits agricoles et de réformes agraires.

La carte ci-dessous montre les provinces afghanes dans lesquelles la production de pavot a le plus progressé entre 2019 et 2020. Elle met en évidence de claires congruences des zones de culture avec les territoires où les taux de pauvreté sont les plus élevés, traduisant le réflexe d’adaptation de la part des paysans afghans face à la dégradation de leurs revenus et de leurs conditions de vie.



Variation du taux de culture de pavot somnifère par province, 2019-2020. UNODC, Afghanistan Opium Survey 2020

La sécheresse de 2018, les inondations de 2019 et la crise sanitaire de 2020 ont aggravé la sécurité alimentaire du pays. En 2020, le pouvoir d'achat de nombreux foyers a enregistré une baisse de 20 % ainsi qu'une précarisation des emplois de 14 %.

Le Covid-19, en plus de déclencher une crise économique, a également provoqué une grave crise sanitaire : une étude du ministère afghan de la Santé en août 2020 évalue à 10 millions, soit un tiers de la population afghane, le nombre de personnes contaminées.

Dans ce contexte économique, l'opium s'est ainsi imposé comme base de crédit. Une vente anticipée ainsi que des paiements différés sont accordés comme prêts sans intérêts. Cela permet aux agriculteurs d'investir dans leur production agricole future comme le blé et le cumin.

Ce système d'avance, appelé salaam, vient compenser l'absence de crédits agricoles légaux et encadrés. Beaucoup de familles et spécialement les plus pauvres sont tributaires de ces prêts. En ce sens, l'éradication soudaine de ces cultures sans alternative aggraverait lourdement l'endettement de ces ménages, en même temps que la situation actuelle expose à un risque d'effondrement alimentaire du pays.

Les obstacles potentiels au déploiement de l'aide d'urgence

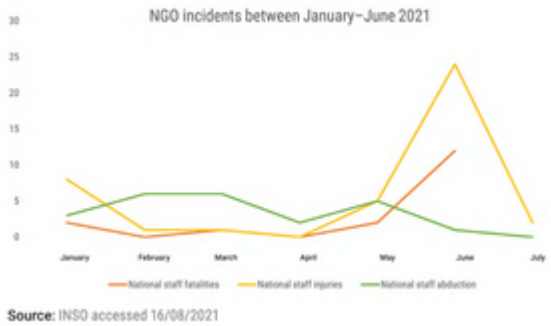
La situation de la population afghane requiert une aide internationale, qui pour être rapidement déployée doit contourner ou résoudre des obstacles concrets de différentes natures.

Cinq points méritent une attention particulière :

1. L'aide internationale devra veiller à mobiliser au mieux et à soutenir les ressources existantes, ou ce qu'il en reste, à la suite des événements de ces derniers mois. Les nouvelles autorités sont confrontées à la fuite des cerveaux et à l'effondrement de l'appareil d'État, en particulier à l'effondrement du système de santé par manque de professionnels compétents, de moyens, de chaîne logistique.

2. La sécurité des intervenants humanitaires, qui conditionne la capacité de la population à recevoir l'aide apportée, doit faire l'objet d'une attention spécifique. La violence – à laquelle le personnel

afghan est plus particulièrement exposé – revêt une importance particulière pour les intervenants humanitaires à l'échelon local, là où les aides se déploient. Les chiffres disponibles pour le début de l'année 2021 incitent en effet à la prudence. L'Afghanistan, de façon récurrente ces dernières années, a fait partie des pays les plus générateurs de violence à l'égard des personnels humanitaires.



Actes hostiles à l'égard du personnel humanitaire en Afghanistan entre janvier et juin 2021. INSO

L'attention aux risques sécuritaires soulève deux questions connexes : la réalité du contrôle et de la régulation que pourra exercer le pouvoir en place, entre les intentions/déclarations affichées à Kaboul et sur la scène internationale, et l'application effective de ces postures au niveau des responsables talibans provinciaux et locaux ; et l'évolution de la violence qui pourrait résulter de la résurgence active de groupes djihadistes, dans le sillage des attentats sur l'aéroport de Kaboul en août dernier.

3. Le déploiement effectif du soutien financier international. Si la conférence des donateurs du 13 septembre 2021 a, on l'a dit, permis de réunir des engagements de principe de plus de 1 milliard de dollars, les organisations humanitaires devront rester attentives à des questions très concrètes qui pourraient en contrarier le déploiement effectif :

- La rapidité de la mise à disposition des sommes promises par les États donateurs.
- La possibilité de réaliser les transferts financiers depuis l'étranger, ce qui suppose la restauration d'un système bancaire fonctionnel à Kaboul, mais également dans tout le pays, car une partie de cette aide va être constituée de versements directs aux familles (CTP, *cash transfer programs*) ou faire l'objet de programmes de travaux rémunérés effectués par les populations locales.
- Les taxes imposées sur l'aide financière apportée à la population par les talibans sur les territoires conquis avant la chute de Kaboul ne doivent plus avoir cours, face au niveau de pauvreté général qui prévaut désormais.

4. L’accès à l’ensemble des populations et des territoires est un enjeu crucial. L’aide nécessaire concerne l’ensemble de la population, sans discrimination entre groupes tribaux et l’accès non discriminé à cette aide, y compris pour les femmes et les fillettes. Ceci a pour corollaire la non-remise en cause de la contribution des professionnelles femmes dans le personnel humanitaire. Elles jouent un rôle incontournable dans la prise en charge des femmes et des enfants.

5. La restauration d’une chaîne logistique fonctionnelle reste une priorité dont les déclinaisons concrètes sont multiples :

- Réouverture de l’aéroport de Kaboul au fret et à l’accueil des vols passagers internationaux.
- Simplification des procédures administratives pour les voyageurs et les dédouanements de marchandise.
- Réouverture des voies d’acheminement et des transports routiers entre Kaboul les capitales provinciales.

Et demain ?

Si la crise humanitaire actuelle arrive à être dépassée, pourra alors débuter un travail de restauration des facteurs de protection de la population générale face à l’exposition aux vulnérabilités qui ravagent l’Afghanistan.

Le nouveau gouvernement afghan est d’emblée confronté à l’acceptabilité sociale des politiques mises en œuvre au service d’une société désormais en grande partie éduquée et urbaine. Ce risque de « divorce » entre villes et campagnes est l’un des enjeux cruciaux pour le nouveau pouvoir.

L’insécurité alimentaire et la grave sous-nutrition, construites par la convergence des mécanismes décrits précédemment, exposent à un risque majeur de famine dans les mois à venir. De fait, l’Afghanistan est au bord de l’effondrement alimentaire.

Nous entrons dans la saison du froid et de la neige, qui vont renforcer davantage encore les besoins en nourriture dans ce pays où l’hiver impose une paralysie transitoire, bloquant tout, y compris la capacité des hommes à se faire la guerre. Il y a donc urgence à restaurer l’aide internationale dont dépendent des millions d’Afghans.< !—> http://theconversation.com/republishing-guidelines —>

Pierre Micheletti, Concepteur et responsable pédagogique du diplôme universitaire « Santé Solidarité Précarité » à la Faculté de Médecine, *Université Grenoble Alpes (UGA)*

P.-S.

• The Conversation. 21 septembre 2021, 21:32 CEST.

Cet article est republié à partir de The Conversation sous licence Creative Commons. Lire l’article

original.

Pierre Micheletti, *Université Grenoble Alpes (UGA)*

Avant de partir...

En période de pandémie, l'information factuelle est vitale. Nous travaillons avec des expertes et des experts - épidémiologistes, immunologues, scientifiques et spécialistes des politiques publiques - pour vous livrer des analyses basées sur la recherche, en totale transparence et en toute indépendance. Si vous le pouvez, faites un don mensuel pour nous soutenir.

Fabrice Rousselot

Notes

[1] https://data2.unhcr.org/en/country/afg#_ga=2.103303936.1285409255.1632129795-1942459793.1632129795

[2] https://watson.brown.edu/costsofwar/figures/2021/human-and-budgetary-costs-date-us-war-afghanistan-2001-2022

[3] https://donnees.banquemondiale.org/indicator/SH.DYN.MORT